

L'attaque contre Charlie Hebdo impose au prolétariat de se charger directement et sans tarder de la lutte sans merci contre le fanatisme religieux violent qui renforce l'État et qui accroît la division au sein des exploités et des opprimés.

« Ni Dieu, ni maître ! » (Auguste Blanqui)

Contre le califat et le fidéisme, défense du matérialisme, autonomie politique du prolétariat, alliance stratégique avec les mouvements de libération des femmes

Quels que soient les buts des responsables du massacre à Charlie Hebdo, il a pour conséquence de terroriser la population tout entière. Terroriser pour empêcher de comprendre, terroriser pour dresser encore plus haut une barrière artificielle entre les gens en fonction de la croyance religieuse. La religion est devenue une véritable arme de l'islam politique partout dans le monde. À celle-ci s'oppose, en France, la religion de l'État dit laïque et républicain. En se posant en gardien de la paix civile, l'État appelle à l'unité nationale derrière lui. Il demande à la population de lui déléguer la défense des libertés et de la démocratie. Une défense qui se fait cependant au prix de la restriction préventive des libertés individuelles et collectives et d'une répression accrue de toute dissidence antiétatique. Les défenseurs de « l'identité blanche », comme le FN, verront dans cet attentat la confirmation que « *la guerre civile a déjà commencé* » contre un ennemi déjà identifié : les musulmans, tous les musulmans, qu'ils partagent les vues des fanatiques, qu'ils les combattent ou, tout simplement, qu'ils les subissent en silence. L'étranger, « l'autre » d'ici ou d'ailleurs, est la cible des fanatiques de tous bords. L'ignoble attentat contre Charlie Hebdo fait le jeu de l'État et affaiblit la seule classe, la classe ouvrière, qui peut battre concrètement le fanatisme religieux là où il s'enracine, là où il cherche ses soldats perdus, dans les quartiers populaires et sur les lieux de travail. Cette lutte est indispensable sous peine de devoir renoncer à faire valoir les raisons des exploités et des opprimés en s'organisant de façon indépendante contre l'État, contre tous les États. Quant à l'islam politique violent, son objectif est de forcer les musulmans à s'isoler et à fournir du bétail prêt à se sacrifier en Syrie, ailleurs ou ici-même. Il importe de comprendre ce phénomène pour le combattre sans merci sans, pour autant, se livrer pieds et poings liés à l'État.

Critique du califat et du fidéisme

Dans le monde entier, l'islam politique est devenu un sujet de débat et de polarisation de la société civile en communautés illusoirement opposées. Chacune de ces communautés illusoirement affirme militer au nom d'une certaine idée de la civilisation ne pouvant pas s'affirmer pleinement sans la défaite complète de l'autre, identifiée comme ennemi en fonction de la foi qu'elle professe, y compris la foi en la laïcité et en l'État. Au nom de telle ou telle croyance en l'au-delà de l'humain, toutes les questions ou presque y passent : l'oppression plurimillénaire des femmes ; la famille ; les migrations internationales ; l'emploi ; le logement ; la nourriture, etc.

Le prisme déformant et mystifiant de la religion, de toutes les religions, devient la justification revendiquée de l'irrationnel, du rejet du principe de réalité et, plus généralement, du déni d'humanité appliqué à l'ennemi de la foi. Cette mystification spécifique des rapports sociaux pénètre en profondeur dans les têtes de nombreux prolétaires ici, dans les pays

capitalistes avancés, comme dans celles de leurs frères à la périphérie du monde capitaliste le plus développé.

En raison de leur incontestable succès, ces idées réactionnaires fidéistes deviennent une puissante force matérielle démultipliant celles qui labourent déjà la surface du globe capitaliste. L'extension du fidéisme dans toutes ses formes bouleverse les priorités et redéfinit les camps capitalistes dans plusieurs zones de la planète. Toutefois, comme toute idéologie, cette longue vague obscurantiste n'est guère à même de faire échec au déterminisme de la matière et des rapports sociaux qu'elle prétend remplacer. La foi ne menace pas plus le capitalisme qu'elle n'a menacé les sociétés divisées en classes opposées qui l'ont précédé. Le fidéisme n'est autre qu'une expression idéologique particulière de la soumission de classe.

Le fidéisme est un terme d'origine théologique, s'appuyant sur le traditionalisme, selon lequel la vérité ne peut être connue que par la tradition, non par la raison ; au principe de toute connaissance se trouve une révélation primitive que prolonge et enrichit la révélation chrétienne. D'après le fidéisme, la raison ne

nous permet pas de connaître la nature des choses ; elle se borne à observer et à classer les apparences ; seule la foi, illuminant l'intelligence (elle-même intuitive, donc distincte de la raison, qui est analytique), nous fait connaître le fond des choses, c'est-à-dire les réalités spirituelles. En un sens plus précis, le fidéisme exclut que les vérités de foi comportent des préambules rationnels, prennent appui sur des démonstrations, incluent un noyau de rationalité qui pourrait être récupéré par une philosophie autonome. En un autre sens, également théologique, le fidéisme fait consister la foi dans la confiance en Dieu, non dans l'adhésion à des dogmes. Dans tous les cas, le terme fidéisme implique une défiance de la raison ; c'est pourquoi il a une saveur péjorative. De même que le rationalisme tend à surestimer la raison au point de professer que la science est l'unique source de vérité (récusant ainsi par avance toute croyance), de même le fidéisme tend à surestimer la foi au point de professer que la révélation est l'unique garantie du vrai (discréditant ainsi les efforts de toute activité rationnelle)¹.

Le prolétariat révolutionnaire doit combattre tout d'abord le fidéisme en son sein en le traitant pour ce qu'il est : un instrument de division de la classe qui renforce la dictature capitaliste et les États et qui est susceptible d'embrigader les exploités et les opprimés dans de nouvelles guerres qui profitent aux classes dominantes. En particulier, le fidéisme du Livre (la Bible) - mais aussi celle de l'Hindouisme ainsi que de la grande majorité des croyances religieuses - s'applique à dédier à Dieu, le patriarcat et la famille. Le califat, l'idéologie fidéiste réactionnaire qui semble remporter le plus de succès ces temps-ci, mérite une attention toute particulière car elle se drape d'anticapitalisme et d'anti-impérialisme et, surtout, constitue un élément central de l'aggravation de la crise géostratégique du Moyen-Orient. C'est la raison pour laquelle nous lui consacrons un texte spécifique en quatre points.

Premier point

Les partisans du califat tentent d'établir un ordre qui leur serait favorable dans des régions où le capitalisme domine mais n'a pas ou peu dissout les rapports sociaux hérités des sociétés de classe qui l'ont précédé. Les quelque 10 000 tribus sunnites d'Irak en sont l'exemple le plus clair. La structure sociale archaïque tribale a survécu aux marges du capital moderne en se nourrissant de la rente pétrolière et du petit commerce de marchandises, souvent illégal. La tribu

sunnite irakienne a été transformée par l'extension de la domination du capital mais le lien ancestral de type patriarcal n'a pas été brisé. La tribu administre son territoire. C'est un petit monde clos tant vers l'extérieur que vers l'intérieur sauf quand elle doit accumuler les moyens de sa survie par le clientélisme et les marchandages. Aujourd'hui, un grand nombre de tribus sunnites d'Irak font allégeance à EI. Ce groupe sanguinaire leur garantit la permanence de la structure tribale. Plus, le califat auto-proclamé les sanctifie.

L'autre visage du califat actuel est celui qu'incarnent des personnages comme Mokhtar Belmokhtar, dit « le borgne », salafiste de la première heure et devenu célèbre, début 2013, après son attaque de la raffinerie In Amenas en Algérie. Également surnommé « Monsieur Marlboro », ce sinistre personnage est par ailleurs à la tête d'un vaste trafic de cigarettes chiffré à environ un milliard de dollars dans toute l'Afrique saharienne. Un trafic qui a pu se développer grâce à des alliances de sang scellées avec des tribus touarègues. Contrebandiers, voleurs de poules à la petite semaine, marchands d'êtres humains (prostitution ; trafic de migrants), dealers, toutes ces figures de commerçants illégaux trouvent dans le califat un moyen de consolider leurs activités lucratives et/ou d'en développer d'autres, « blanchies » par l'adhésion à la foi.

EI lui-même est une importante entreprise commerciale en Syrie et en Irak qui échange du pétrole, des femmes et des biens de consommation. Le programme de ce dernier se résume à « *qui a les armes, a le pain et les femmes* ». Ce gang ne présente aucun danger pour le capitalisme qui s'accommode parfaitement des rentiers et des trafiquants, qu'il engendre souvent. Boko Haram au Nigeria, Cameroun et Niger, Al-Shabbaab en Somalie, Al-Qaïda au Maghreb islamique (AQMI) au Sahel, Al-Qaïda dans la péninsule arabique (AQPA) au Yémen et en Arabie saoudite, les talibans en Afghanistan et au Pakistan ainsi qu'Abou Sayyaf aux Philippines, en Indonésie et en Malaisie – pour ne citer que les groupes islamistes les plus connus – répliquent les mêmes rapports sociaux dont EI est l'une des expressions.

Ces considérations ne s'appliquent pas à l'islam chiite, dont l'organisation interne centralisée assimilable au fascisme a permis de s'adapter, à l'instar de l'Église catholique, au capitalisme moderne.

Deuxième point

EI est né sur les décombres du nationalisme arabe reposant sur le modèle des anciennes démocraties populaires fondé sur l'alliance du parti unique (le Baas dans les cas irakien et syrien), de l'armée et du

¹ Extrait de Henry DUMÉRY ; Encyclopaedia Universalis ; <http://www.universalis.fr/encyclopedie/fideisme/>

syndicat unique. Ce modèle visait la création d'économies postcoloniales modernes, dotées d'un secteur industriel puissant, d'un marché intérieur unifié et d'un État laïque fort. Ce projet a été miné par l'effondrement progressif du bloc russe et par l'émergence, sur les décombres des luttes de libération nationale, d'une caste dirigeante parasitaire, corrompue, despotique et inefficace.

Sur le fond, le califat de EI est en parfaite continuité avec les régimes arabes qu'il prétend remplacer. Ses sources de survie sont le commerce et le pillage ; son organisation est clientéliste et truffée d'incapables. EI diverge avec les régimes sunnites uniquement en matière de positionnement géostratégique, ne serait-ce que pour s'imposer aux autres États de la région, y compris ceux dont le sunnisme est la religion officielle.

Les États-Unis ont profité de l'effondrement de l'empire russe et étendu leur influence sur les régimes arabes dont les velléités de développement capitaliste ont été revues à la baisse au fil des décennies. Un cap important a été franchi par Washington, d'abord avec le soutien actif aux talibans en guerre contre la Russie en Afghanistan, puis avec la première guerre d'Irak. Ces deux épisodes marquent l'adoption par l'administration américaine d'une diplomatie agressive au Moyen-Orient, pour que les États-Unis redeviennent une puissance incontournable. Les Printemps arabes ont fourni à Washington l'opportunité de jouer également un rôle de tout premier ordre dans toute l'Afrique du Nord. La tentative n'a pas encore produit des résultats probants.

Si en Égypte le général Al-Sissi a démantelé l'organisation des Frères musulmans et s'est inscrit dans le sillage de Hosni Moubarak en matière de politique étrangère et d'alliance stratégique avec Washington, en Libye, la destitution violente de Mouammar Kadhafi n'a pas encore permis d'instaurer la « *pax americana* », pas plus qu'en Afghanistan ou en Irak.

À leur tour, les deux puissances régionales moyen-orientales, la Turquie et l'Iran, ont tenté, suivant des trajectoires diplomatiques divergentes, de tirer avantage de l'accélération de la crise géostratégique de la région. La première a misé sur l'apparition de régimes islamiques proches à la faveur du Printemps arabe. Pour l'instant, cette politique d'Ankara sort défaite. Les soutiens, explicite aux Frères musulmans égyptiens, plus discret au Hamas palestinien et mesuré et publiquement nié à EI, se sont soldés pour l'instant par un isolement diplomatique croissant de la Turquie. L'écrasement des Frères égyptiens, la défaite militaire du Hamas à Gaza par les troupes israéliennes et l'engagement des Occidentaux contre EI ont entamé le rayonnement régional de la Turquie dans la région et

détérioré ses relations historiques avec les États-Unis et l'Europe.

Quant à l'Iran, l'échec des Printemps arabes d'inspiration sunnite l'a relancé au centre de l'échiquier régional. Téhéran contrôle Bagdad, établit des rapports solides avec le gouvernement du Kurdistan irakien, préserve son bastion libanais, soutient avec une efficacité croissante Bashar el-Assad, dont le régime en Syrie montre une capacité de survie inattendue, et rentabilise son combat contre EI. Le tout afin de hâter la fin de l'embargo occidental et négocier plus avantageusement la question du nucléaire.

Troisième point

Outre la dimension géostratégique et diplomatique, l'émergence de l'islam politique violent fournit aux exécutifs des pays capitalistes avancés un formidable outil de division de classe, de restriction des libertés individuelles et collectives et d'élargissement de la base sociale embrassant l'idéologie dominante. Les mesures d'exception se multiplient. La répression du terrorisme nécessite de moins en moins la charge de la preuve factuelle pour s'exercer. On peut se faire embarquer, voire perdre une partie de ses droits bourgeois fondamentaux comme celui de circuler par la simple manifestation publique de ses opinions.

L'épouvantail des égorgeurs d'EI terrorise des pans entiers de population des citadelles capitalistes occidentales. Ici, des secteurs importants du prolétariat embrassent les idéologies identitaires de défense de la religion, de la famille et de la patrie. Les organisations réactionnaires « blanches » comme le Front National en France et la Ligue du Nord en Italie, ou l'UKIP en Grande-Bretagne et le NPD en Allemagne font leurs choux gras de la peur. Souvent, elles attirent les voix des sans-réserves lors des scrutins électoraux. La soudure entre, pêle-mêle, la colère contre l'appauvrissement et la précarisation des conditions de vie, le rejet par les mâles de la fragilisation du patriarcat, la peur des immigrés et des jeunes voyous de banlieue s'opère sous leur bannière de la défense de la « tradition », du « bon vieux temps », de Dieu, de la Famille et de la Nation. Paradoxalement, ils ne font pas de critique des positions de l'islam envers les femmes pour faire oublier leur propre oppression patriarcale des femmes. Et cela crée des alliances étranges. Ainsi en Tchéquie, les néonazis manifestent pour interdire que des réfugiés syriens (et leurs enfants malades) y trouvent refuge.

Les populations, identifiées comme de religion musulmane dans les pays capitalistes avancés, deviennent la cible de toutes les accusations. Enfermées dans leur propre représentation mystifiée de « communauté des croyants » (*Oumma*), elles sont sans cesse appelées à condamner l'islam politique. Par le soutien au califat,

une petite minorité de musulmans d'ici choisit de faire sienne l'image que les États leur collent.

En France, leur premier pas vers le califat est sans conteste l'antisémitisme. Un antisémitisme qui se diffuse dangereusement, encouragé par ceux qui, dans l'extrême gauche, confondent la juste condamnation des conditions des Palestiniens sous la colonisation israélienne avec le soutien à ladite « résistance » des antisémites du Hamas, qui exercent un pouvoir dictatorial d'une rare brutalité à Gaza et qui sont au pouvoir dans tous les Territoires occupés grâce à leur alliance de gouvernement avec l'OLP. En France, les attaques antisémites représentent la moitié des agressions racistes et ont pour cible une population d'origine juive qui ne compte que 1 % de la population totale. Cet antisémitisme « sunnite » trouve un écho favorable dans celui propagé par les groupuscules, à la droite de l'extrême droite « blanche », comme celui en France, mangeant au râtelier iranien, de Soral et de Dieudonné.

Les musulmans issus des pays capitalistes développés qui rallient le califat ont des motivations différentes de ceux qui vivent dans les pays à la périphérie du capitalisme. Le seul point commun entre eux est la volonté de consacrer la soumission de la femme. Les combattants occidentaux du califat n'ont pas une origine de classe homogène. Il s'agit le plus souvent de jeunes isolés, peu ou pas informés, sans ancrage social précis, rejetant la prolétarisation, refusant le mode de vie des parents et qui ne cachent pas leur hostilité vis-à-vis des femmes qui ont choisi la voie de l'indépendance des hommes (« les putes »). La promesse d'une vie héroïque dépassant l'isolement et la solitude urbaine et périurbaine par la fraternité guerrière ainsi que la sacralisation du rôle dominant du mâle en conformité avec les préceptes religieux de l'islam représentent les deux principaux arguments en faveur de la *hijra* (immigration vers un pays musulman) pour combattre l'infidèle.

La sacralisation de l'oppression des femmes et de la famille est un pilier essentiel du califat. Même les hommes les plus démunis y trouvent la possibilité d'exercer un pouvoir absolu sur leurs conjointes. La femme pieuse qui se soumet dans son corps et dans sa tête au mari obtient en échange la protection de la religion vis-à-vis des autres mâles. Esclave domestique murée, rejetant son propre être, du fait de son inaccessibilité, la femme devient néanmoins dans le califat l'objet des fantasmes les plus sordides des mâles. Le combat pour le respect des individus réunis dans une société pleinement humaine ne peut donc passer que par la lutte pour la libération des femmes de la famille et de la domination des mâles. L'alliance stratégique entre la classe ouvrière révolutionnaire et les mouve-

ments de libération des femmes prend tout son sens, notamment dans les pays où déferle l'idéologie fidéiste.

Quatrième point

La montée du califat relance en grand la ferveur des fidéistes antimusulmans. Les curés des autres confessions bibliques en bénéficient largement. Pourtant, ceux-ci partagent l'essentiel avec le califat : le culte de l'irrationnel et de l'inexplicable, la mystique de la foi et la mortification du corps et de l'esprit humains. C'est pourquoi le combat mortel contre la religion et pour la défense du matérialisme ne peut se limiter à l'islam politique.

À ceux et celles qui sont aux premières lignes de la guerre contre les fous sanguinaires de l'EI, à ces combattantes et combattants kurdes et syriens de Kobane et d'ailleurs épris de liberté, notre message est le suivant : leur volontarisme et leur sacrifice résonnent comme un appel universel à la révolte. Un appel qui reste pourtant incomplet et est aujourd'hui mis au service de la compétition géopolitique entre les différentes puissances capitalistes. La résistance de masse contre EI à Kobane est aujourd'hui dirigée par les factions politiques kurdes de Turquie et d'Irak. Elles l'exploitent pour instaurer (dans le cas du PKK) ou consolider (dans le cas du KDP) leur propre dictature bourgeoise.

C'est pourquoi la lutte mortelle engagée par les volontaires de Kobane contre le califat n'atteint pas la division en classes de la société qui est à l'origine de cette forme moderne de barbarie qu'est le califat actuel et, plus généralement, de toutes mystifications religieuses. Pour surmonter cette limite cruciale de ce combat, il est plus que jamais nécessaire de développer l'autonomie politique du prolétariat pour en finir avec l'oppression et l'exploitation de l'homme par l'homme.

« La détresse religieuse est, pour une part, l'expression de la détresse réelle et, pour une autre, la protestation contre la détresse réelle. La religion est le soupir de la créature opprimée, l'âme d'un monde sans cœur, comme elle est l'esprit de conditions sociales d'où l'esprit est exclu. Elle est l'opium du peuple. L'abolition de la religion en tant que bonheur illusoire du peuple est l'exigence que formule son bonheur réel. Exiger qu'il renonce aux illusions sur sa situation, c'est exiger qu'il renonce à une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc en germe la critique de cette vallée de larmes dont la religion est l'auréole. » Karl Marx. Critique de la philosophie du droit de Hegel, 1843.